



Donner des signes positifs aux salariés, ne pas perdre la confiance des travailleurs

Dans un temps déraisonnable où ce qui semble compter –ce qui compte– chez les maîtres actuels de nos Etats, c'est donner des signes positifs aux marchés, ne pas perdre la confiance des marchés, notre travail de syndicalistes, c'est plus que jamais répondre aux inquiétudes des salariés, prendre en mains nos responsabilités et proposer une alternative réelle au déferlement de propagande qui accable nos intelligences.

Là aussi, d'ailleurs, ils trouvent les sous qu'ils ne trouvent pas pour répondre aux besoins des services publics, mais qu'ils ont trouvés pour apaiser pendant trois jours les marchés auxquels ils disent être si étrangers : plus de 700 milliards d'euros pour ceux-là, plus de 8 millions d'euros pour la seule campagne en France de propagande destinée à tenter de nous faire avaler leur réforme des retraites.

Cet argent, qui le produit ?

« On ne sait, à chaque pas qu'on fait, si on marche sur une semence ou sur un débris » écrit Alfred de Musset en 1836 dans « la Confession d'un enfant du siècle ».

« *Tout changer, afin que rien ne change* » dit le prince Salina dans le Guépard de Giuseppe Tomasi de Lampedusa. Le film qu'en a tiré Visconti ressort cette semaine au festival de Cannes. Lampedusa, dont le nom est redevenu tristement célèbre avec les survivants des centaines de malheureux vaincus de la mondialisation et de la néocolonisation venus s'échouer sur les côtes méridionales de l'Italie, reprenait ainsi les efforts de Tocqueville qui tentait, un siècle plus tôt, de faire supporter le plus correctement possible les nouveaux changements aux nouveaux possédants.

Nous sommes dans une période de bouleversement où la balle est, pour l'instant, dans le camp des possédants. Monique Charlot et Michel Pinçon écrivent dans l'Université Syndicaliste, revue du SNES-FSU, de cette semaine : « *avec la fin du communisme, les dominés ont perdu toute vision d'une société alternative à la société capitaliste. Il y a plus aucune référence permettant de mettre à distance le triomphe du libéralisme économique et de ses principaux acteurs. Les dominés eux-mêmes reconnaissent la supériorité des dominants et de leurs valeurs.* »

Il n'y a cependant rien de fatal là dedans, et les efforts de notre organisation syndicale, au sein de l'intersyndicale qui appelle à l'action du 27 mai, montre que, chez nous, personne ne baisse les bras.

Que de travail, pourtant, pour résister au rouleau compresseur idéologique qui matraque les idées de nécessité de la rigueur, d'allongement de la durée de cotisation pour la retraite, de nouvelles dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans les fonctions publiques, de « libéralisation » de la Santé, etc., etc. !

L'évolution de la société n'est pas fatalement destinée à appauvrir les pauvres, détruire le lien social, dissoudre la notion et la réalité du service public à la française dans la réalité « libérale » du service d'intérêt général au service des entreprises privées davantage qu'au service de la population.

Il dépend de nous que le changement se fasse dans le bon sens : les richesses produites par les travailleurs servent d'abord aux travailleurs. L'organisation sociale inventée et conquise par les luttes de nos aînés pendant le Front Populaire et au sortir de la Résistance, doit être préservée et améliorée par une nouvelle résistance, comme le souhaitent un nombre croissant d'organisations.

Appel du 20 mai

Alors que le rapport de la Cour des Comptes sur l'Education Nationale, publié le 12 mai dernier, montre les disfonctionnements croissants subis par notre système éducatif, même si c'est pour proposer des remèdes qui aggraveraient encore la situation, quelques éléments méritent notre attention.

Il ne dit pas que tout cela vient en grande partie des suppressions massives d'emplois, de la précarisation de certains de ceux qui restent, de la déstructuration de notre service public.

La France est devenue le pays où les origines sociales pèsent le plus fortement sur les destins scolaires.

Un élève sur six quitte actuellement le système scolaire sans aucun diplôme.

Un élève sur cinq éprouve des difficultés sérieuses en lecture au terme de sa scolarité. Près de la moitié d'entre eux se retrouvent au chômage.

Le rapport précise que l'inégalité des chances entre les élèves français ne cesse de s'accroître.

Tout cela prouve que la notion même d'égalité des chances n'a pas de sens dans un contexte social extrêmement inégalitaire. L'Ecole ne doit pas être une chance à saisir. Elle doit être un service public capable de prendre en charge des élèves très différents et dont un nombre important connaît de telles violences sociales, avec sa famille, qu'il a beaucoup plus de difficultés à apprendre.

En ce sens, la réforme de la formation des maîtres telles que présentée par le ministre, fait exactement ce qu'il ne faut pas faire, en particulier jeter devant des élèves en grand besoin pédagogique et simplement social, des jeunes gens non formés, au sein de classes aux effectifs surchargés, dans des établissements où la notion d'équipe éducative et pédagogique se dissout dans les dizaines de milliers de suppressions de postes.

Notre camarade Anne Coulon, enseignante aux Tarterets à Corbeil Essonne, dit ceci : « *l'université a connu l'an dernier un grand mouvement auquel a participé la FSU. Il est apparu que les organisations syndicales FSU, CGT, FO, SGEN-CFDT, et, au sein de la FSU, SNES et SNESup, font une analyse convergente des conséquences des mesures mises en œuvre ou annoncées, mais elles n'arrivent absolument pas à se mettre d'accord sur une série de questions cruciales comme : quel service public de la formation ? Comment s'en saisir ?* ».

Gérard Aschieri expliquait récemment que ce qui compte, ce sont les points communs, les points de convergence, et que c'est cela qu'il faut travailler, travailler encore.

Jeudi 20 mai, à l'appel de la FSU, suivie de l'UNEF, la Fédération Autonome de l'Education Nationale et la FCPE, une journée nationale d'actions contre la prétendue "réforme" de la formation des enseignants est organisée. Il est important que nous abordions les conséquences de ce projet de réforme avec nos collègues, partout où nous sommes. La FSU 64 examinera, lors de son bureau de lundi 17 mai, comment elle peut donner de l'écho à ces initiatives.

Appel du 27 mai

Nous expliquions, dans la lettre précédente, que le but principal recherché par le président de la République et par ses petits camarades européens, était de s'appuyer sur les difficultés budgétaires de tel ou tel pays pour engager une énorme accélération dans le dérèglement des lois sociales, afin d'augmenter encore la part des richesses produites dirigée vers les banques et les actionnaires.

L'offensive en France porte plus particulièrement sur les retraites.

Les services publics et l'organisation sociale de notre pays qui avaient encore, il y a quelques semaines, aux yeux de président de la République, la vertu de servir d'amortisseur aux effets de la crise, sont de nouveau attaqués : nouvelles suppressions d'emplois, nouvelle baisse de moyens.

Pour ne prendre qu'un seul exemple en plus de celui de l'éducation nationale cité plus haut, Noël Daucé, du SNU-FSU Pôle Emploi, déclare : « *jusqu'à présent, Pôle Emploi n'était pas concerné par la RGPP et la diminution des effectifs, mais le gouvernement semble adopter un nouveau plan d'attaque. Demander à Pôle Emploi de réduire ses effectifs, c'est hallucinant et totalement inenvisageable pour les agents. La situation est déjà très tendue et ne va pas s'améliorer, puisque le chômage va continuer d'augmenter en 2010 et en 2011. Le 27 mai, la réaction syndicale va être énergique et ferme.* » Dans une lettre commune, neuf syndicats de Pôle Emploi viennent de demander le contraire de ce que le gouvernement annonce : la titularisation de tous les CDD pour renforcer les effectifs.

Difficultés budgétaires ? Créées par qui, comment ?

Pour les propagandistes du pouvoir et de Terra Nova, la réponse est facile : ce sont les « Grecs » qui ont abusé des bonnes choses. Maintenant, il faut qu'ils paient.

La dette publique des Etats-Unis atteint 9 500 milliards d'euros. Bien plus que le déficit de la Grèce. Mais ce qui est acceptable pour les uns, Etats-Unis, Japon, par exemple, ne l'est pas pour les autres. Pourquoi ? Parce qu'il est beaucoup plus facile pour « les marchés » de spéculer sur la dette d'un petit Etat que sur celle de l'Etat dont la monnaie sert de référence internationale.

Autre point intéressant. On évoque la dette de la Grèce, les dépenses inconsidérées faites par les « Grecs ». Si les propagandistes évoquent les 13^{ème} et 14^{ème} mois des salariés de la fonction publique, ils ne parlent jamais du fait que l'Etat grec, si petit, si misérable, si « PIG », représente le second budget de défense de l'OTAN après les Etats-Unis. On estime que ce budget représente 4,5 % du PIB du pays. Le premier ministre grec avoue 6, 8 milliards d'euros. Il précise que, s'il va un peu baisser ce budget, « *les dépenses militaires ne sont pas incluses dans le plan d'austérité signé avec le FMI* ».

En revanche, les salaires, les prix, les taxes à la consommation, les suppressions de postes, les retraites, alors là, pas de problème, c'est dans le plan.

Suppressions de postes, ne nous énervons pas : les personnels de la défense représentent 2,9 % de la population active en Grèce (contre 1,1 % dans les autres pays de l'OTAN). Et là, on ne touche à rien.

Les annonces faites par plusieurs Etats immédiatement après la capitulation du gouvernement grec devant « les marchés », montrent qu'ils ont sauté sur l'occasion à pieds joints pour utiliser l'argument de la nécessité de la rigueur pour réduire des budgets qui déplaisent aux agences de notation.

Les « marchés » n'ont même plus besoin de spéculer : ils obtiennent, par la seule crainte qu'ils suscitent, de nouveaux espaces de profit sur le dos de nos régimes de retraite publics. Les arguments avancés par les propagandistes des possédants servent de prétexte pour exiger des salariés des sacrifices importants et faire une place plus grande à la capitalisation. On dérègle les lois sociales au nom des turpitudes des financiers.

De Delors en 1983 à Juppé en 1995, la logique de l'attaque contre les DROITS des travailleurs, pour s'emparer d'une part encore plus grande des richesses qu'ils produisent, continue avec MM Sarkozy et Fillon.

On sait qu'au-delà même du refus de la spoliation croissante du fruit du travail des dizaines de millions de salariés et autres travailleurs, au-delà du refus de voir détruite une construction sociale conquise par les luttes ouvrières et nationales, il est urgent, pour préserver le développement industriel, agricole, intellectuel et culturel, universitaire et de recherche, artistique, de notre pays, il est urgent de casser cette logique infernale de l'accaparement des profits par quelques uns.

C'est le sens des luttes syndicales pour défendre nos intérêts de salariés, pour défendre les retraites, pour tenir notre place active dans le collectif de défense des retraites.

C'est le sens de l'appel des cinq organisations qui appellent à la mobilisation, rassemblés et exigeants, pour les emplois, les salaires et les retraites, le 27 mai, place de Verdun à Pau et à Bayonne.

De même, il est extrêmement positif de voir des mouvements de jeunesse, à l'initiative de l'UNEF et rassemblant, pour l'instant, l'UNEF, l'UNL, la FIDL, Sud étudiants, LMDE, CGT, FSU, UEC, ATTAC campus, JOC, Génération Précaire, MJS, MJCF, Jeunes Verts, JRG, réseau jeunes du PG, NPA, Gauche Unitaire jeunes, branche jeunes d'AL., appeler les jeunes à prendre la parole et à prendre à bras le corps le problème de la réforme des retraites. « Notre responsabilité est importante, disent-ils, il s'agit de bien mettre en évidence ce pour quoi on se bat, en solidarisant l'ensemble de la population autour de valeurs communes, pour combattre l'idée que ces batailles pourraient être corporatistes. Pour mettre en évidence un choix de société ».

<http://www.retraites-jeunes.net>

U&A FSU 64, le 16 mai 2010

